

1^{er} septembre 2007

RENTREE 2007 : OÙ EST LE PROBLEME ?

Bloc-notes de Philippe Meirieu
<http://www.meirieu.com>

Les débats de cette rentrée se croisent et s'entrecroisent au point que moi-même, interrogé par plusieurs journalistes sur différents registres, j'éprouve le besoin de pointer les différents niveaux de problèmes qui se posent. J'en distinguerai cinq : une tension sociale entre le gouvernement et les organisations syndicales, un enjeu politique qui concerne l'avenir de l'institution scolaire française, une question sur le pilotage de ce système, une polémique pédagogique sur le rapport du « sens » et de « l'exercice » et un véritable choix de société, en dernier ressort, sur la manière de faire face aux problèmes que nous rencontrons : par la contention ou par l'éducation.

- 1) La tension sociale est, évidemment, la plus visible. Elle met en jeu, d'un côté, un gouvernement qui, tout en supprimant 11 000 postes dans l'Éducation nationale, se livre à un ensemble d'opérations de séduction à l'égard des enseignants... et, en face, des organisations syndicales qui s'efforcent de mobiliser largement en dénonçant les attaques contre le service public et la dégradation des conditions de travail. Nul ne sait aujourd'hui si c'est la séduction gouvernementale ou la mobilisation syndicale qui va l'emporter : les syndicats ont des atouts forts car les enseignants sont inquiets. À juste titre, les professeurs observent que le métier devient de plus en plus difficile au moment où l'État se désengage... Mais, le contexte politique général va jouer : « l'effet Sarkozy » est important. On ne peut ignorer sa grande popularité (71% d'opinions favorables, dont la moitié des électeurs de gauche) ; on ne peut nier ses talents de communicateur. Jusqu'à aujourd'hui, il a même réussi à retourner en sa faveur une multitude de petits « scandales » qui auraient dû, logiquement, éroder sa côte de popularité. C'est qu'en réalité, les Français sont tellement demandeurs d'un dépoussiérage de la fonction présidentielle (et, plus généralement, de toutes les fonctions de responsabilité) qu'ils créditent le Président chaque fois qu'il fait quelque chose qu'ils jugent « sincère » et « naturel », même s'ils ne sont pas d'accord avec lui... Ainsi les décisions politiques les plus réactionnaires (la majorité pénale à 16 ans, le bouclier fiscal à 50%, la franchise médicale, la traduction des malades mentaux devant les cours d'assise, etc.) sont-elles éclipsées par un feu d'artifice de déclarations qu'on juge plutôt « sympathiques »... même quand elles sont d'une affligeante banalité ou témoignent d'un dangereux populisme. On ne peut nier que, dans ce contexte, la mobilisation syndicale sera d'autant plus difficile que le corps enseignant a beaucoup évolué depuis quinze ans, qu'il s'est diversifié

sociologiquement et politiquement et qu'il est encore tétanisé par la grève perdue sur les retraites. La « lettre aux professeurs de Nicolas Sarkozy » ne sera qu'un élément supplémentaire pour alimenter leur hésitation à se lancer dans la bagarre... Rien n'est donc joué de ce côté-là !

- 2) L'enjeu politique sur l'avenir de l'Éducation nationale est moins directement lisible, mais il est bien là. Si l'on regarde de près ce que suggère le gouvernement et que l'on prolonge les pointillés, le but est clair : imposer à l'ensemble du système éducatif français le modèle de l'enseignement privé sous contrat. Par quoi se caractérise, en effet, un établissement privé sous contrat ? Pas d'astreinte à la carte scolaire, une plus grande autorité du chef d'établissement, des libertés d'embauche de personnels sur budget propre, une « culture d'établissement » plus forte, un souci de se positionner face à la concurrence et, de plus en plus, une nostalgie à l'égard des cérémoniaux traditionnels, du port de l'uniforme, de la distribution des prix, etc. Évidemment, il ne s'agit pas de condamner en bloc tout ce que fait l'enseignement privé sous contrat... où, parfois, il existe un effort de mixité sociale et des initiatives réelles pour mieux accueillir les familles et améliorer le suivi personnalisé des élèves. Mais, de là à en faire le modèle de fonctionnement du système... il y a un pas, un abîme à vrai dire : l'abandon du modèle de l'école républicaine ! Je ne suis pas certain que l'on mesure bien l'importance de cet enjeu. Et les positions, là-dessus, restent souvent évasives.
- 3) De nature toute différente est le problème du pilotage du système où, là encore, existent des lignes de fracture pas toujours clarifiées. La question se cristallise autour de la thématique de « l'autonomie » des établissements. Nul aujourd'hui (ou presque) ne nie l'importance de la mobilisation des équipes, sur le plan local, pour rendre le système scolaire plus accueillant et efficace. Mais la question est de savoir si cette mobilisation se fait à l'intérieur d'un cahier des charges républicain précis ou dans le cadre d'une mise en concurrence libérale. Dans la première hypothèse, il s'agit de donner aux écoles et établissements des objectifs (ce que j'avais nommé, en 1998, des « chapitres obligés » du projet d'école ou d'établissement) sur lesquels il doivent se mobiliser : objectifs en termes d'ambition culturelle, d'accompagnement des élèves, de formation à la responsabilité, d'accueil des familles, etc... Ces objectifs étant considérés comme fondateurs de l'unité du système, toutes les écoles et tous les établissements ont l'obligation de se mobiliser pour les atteindre en utilisant au mieux (et pas nécessairement de la même manière) les moyens qui leur sont alloués... Toute autre est l'option libérale : l'État encourage la « complémentarité » entre les écoles et les met en concurrence sur des objectifs assumés comme hétérogènes. Mais il ne faut pas être naïf : la rhétorique de la complémentarité est toujours un cache-sexe de l'abandon de l'ambition nationale. Il y a donc là un choix fondamental : ou bien l'État assume un pilotage au niveau des fins de l'École et encourage les équipes à s'organiser pour parvenir, chacune, à ces mêmes fins. Ou bien le gouvernement ne pilote qu'une distribution de moyens contractualisés sur des objectifs différents, laissant ainsi éclater le système.

- 4) Sur un tout autre plan, le débat fait rage autour de la question pédagogique. On a, au moins, néanmoins, clarifié un point : entre les pédagogues (désignés comme « pédagogistes ») et les anti-pédagogues, il y a consensus sur l'importance de la transmission des savoirs. Sauf à cultiver la mauvaise foi systématique, chaque camp doit reconnaître à l'adversaire un vrai souci de vouloir élever le niveau et mieux transmettre une culture porteuse d'émancipation et de liberté. Où se situe, alors, le clivage ? Pour faire simple dans une question chronologique : les anti-pédagogues expliquent qu'il faut une phase de « dressage » avant l'expression de la liberté, de la contrainte avant la formation de l'autonomie, du « par cœur » avant de comprendre, des exercices simples et progressifs avant d'aborder des questions complexes et mobilisatrices, « le travail avant la motivation » comme le rabâche Luc Ferry, etc... Bref, ils développent bien « une pédagogie » : la pédagogie des préalables. Les pédagogues-pédagogistes (concédonsons cette épithète dès lors que le pédagogisme peut être à la pédagogie ce que le rationalisme est à la raison) considèrent, eux, que ces préalables sont des impasses : seuls ceux et celles qui anticipent le sens de ce qu'on leur demande peuvent accéder aux apprentissages et, de plus, il est ainsi impossible penser la transition et le dépassement, d'accompagner chacune et chacun pour qu'il s'engage sur le chemin de l'autonomie et conquière progressivement les moyens d'exercer sa liberté. Pour les pédagogues, il faut toujours articuler étroitement, dans une même temporalité, contrainte et liberté, travail et motivation, sens et exercice, etc. Contrairement aux anti-pédagogues, ils font le pari qu'il existe des moyens – largement prospectés par les « pédagogues historiques » et toujours à réinventer – qui permettent de travailler en même temps le désir et la loi, le goût et l'exigence, la transmission et la découverte, l'inscription dans un collectif et l'invention de soi, etc... Ainsi comprise, il faut le répéter sans cesse, la querelle n'est pas technique – il ne s'agit pas de statuer scientifiquement sur les méthodes qui « apprennent le mieux à lire » -, elle est philosophique : elle renvoie à une représentation de l'enfant et de son éducation, de l'homme et de la société.
- 5) Enfin, une ultime dimension du problème est constituée, de manière plus radicale, par la façon dont nous pouvons nous situer face aux difficultés que notre modernité rencontre. Il n'est pas question de nier ces difficultés : les violences entre les êtres – comme entre les peuples – nous submergent, les comportements individualistes se développent de plus en plus, les enfants eux-mêmes semblent hypnotisés par les nouveaux médias et leurs parents – nous-mêmes – sont totalement incapables d'arrêter le rouleau compresseur du crétinisme de l'information et de la peoplelisation du débat public. En classe, les élèves sont « excités », incapables de se concentrer et les professeurs ont de plus en plus de mal à les accompagner dans ce que le philosophe Henri Maldiney nomme si justement « l'inversion de la diversion »... et qui est la condition de la constitution du sujet. Face à cela, la tentation de la contention est grande, sous toutes ses formes : chimique, juridique, disciplinaire, hypnotique... Et la contention pourrait bien être, à court terme, assez efficace, au moins pour cacher les

symptômes. Mais elle n'empêchera pas, à moyen terme, la cocotte-minute d'exploser et notre société de s'aventurer vers des formes toujours plus totalisantes et totalitaires d'exercice du pouvoir. On peut faire un autre choix : celui de l'éducation. Ce n'est pas un choix à coup sûr. Mais c'est un choix possible...

Cinq niveaux de problèmes et une multitude de postures différentes : on peut, en effet, avoir des combinaisons étranges entre les positions sur ces questions. Tous les partisans de la mobilisation syndicale contre les suppressions de postes ne rejetteraient pas forcément le modèle libéral de l'enseignement privé sous contrat généralisé... Tout ceux qui s'opposent à cette tendance ne veulent pas nécessairement un pilotage ferme de l'État sur les objectifs de l'École, accompagné d'un soutien aux initiatives des équipes... Tous ceux qui sont attachés à une vision républicaine de l'éducation ne se reconnaissent pas forcément dans les positions des pédagogues ou peuvent croire – de bonne foi ? - que la contention est la seule issue... Pour ma part, j'ai choisi la mobilisation contre les suppressions de poste, l'opposition au démantèlement de l'Éducation nationale, la responsabilisation des équipes dans le cadre d'un projet républicain national, une pédagogie qui vise toujours l'émergence de la liberté en même temps que la transmission des savoirs et, enfin, l'éducation plutôt que la contention. J'avoue que ce n'est qu'une configuration possible. Mais je la crois tenable...

Pour aller plus loin, en particulier sur ce que pourrait être une « pédagogie du sujet » pour aujourd'hui, voir *Pédagogie : le devoir de résister* (Paris, ESF éditeur, septembre 2007)